

même avons déjà eu une discussion en ce sens. Il a été signalé au premier ministre de la Saskatchewan que pour le moment, le gouvernement fédéral essayait de négocier un accord avec la *Canadian General Electric* et que nous préférierions voir comment les choses tourneront avant d'envisager des projets de rechange.

L'hon. Marcel Lambert (Edmonton-Ouest): Une question complémentaire, monsieur l'Orateur. Le ministre de l'Industrie nous dirait-il s'il s'agissait d'une opération de sauvetage?

L'hon. M. Drury: Non, il s'agissait d'une opération constructive.

LES ÉCHANGES COMMERCIAUX

LA PRÉSENTATION D'UN PROJET DE LOI NATIONALE SUR LES COOPÉRATIVES

A l'appel de l'ordre du jour.

M. T. C. Douglas (Burnaby-Coquitlam): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser au secrétaire d'État une question dont je lui ai donné préavis. Étant donné que le 4 mai dernier, son prédécesseur annonçait qu'un comité de son ministère avait été institué en vue de rédiger une loi nationale sur les coopératives, le ministre nous dirait-il si ce comité a terminé ses travaux et si la loi nationale sur les coopératives sera présentée durant cette session?

L'hon. Judy V. LaMarsh (secrétaire d'État): Monsieur l'Orateur, je remercie mon honorable ami de m'avoir donné préavis de sa question, car je n'étais pas au courant de la chose. Je suis heureuse d'informer la Chambre qu'un comité de quatre membres a été institué, comme on l'a déjà signalé, pour étudier quel genre de mesures répondrait le mieux aux besoins des coopératives, et pour proposer des dispositions assez détaillées qui permettraient de rédiger un bill.

Selon toute apparence, le comité s'est réuni régulièrement et a accompli de grands progrès, du moins c'est ce qu'on m'a dit. Le comité sera, espère-t-on, en mesure de présenter un rapport au gouvernement d'ici un certain temps raisonnable, mais, pour le moment, on m'apprend qu'on ne saurait arrêter une date ferme en raison de la complexité du problème.

M. Douglas: Monsieur l'Orateur, puis-je poser une question complémentaire? Le comité est-il occupé à la rédaction du projet de loi, tient-il des conférences ou des négociations avec les associations coopératives qui pourraient, me semble-t-il, fournir une quantité de renseignements utiles pour la préparation d'une semblable mesure législative?

[L'hon. M. Drury.]

L'hon. Mlle LaMarsh: Je ne suis pas suffisamment au courant de l'affaire pour répondre à cette question, mais j'irai, avec plaisir, aux renseignements que je communiquerai à mon honorable ami.

[Français]

LES RELATIONS OUVRIÈRES

RECONNAISSANCE POSSIBLE DE LA CSN AUPRÈS DE RADIO-CANADA

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Gilles Grégoire (Lapointe): Monsieur l'Orateur, en l'absence du ministre du Travail, je désire poser une question au ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration.

Étant donné qu'une déclaration nous avait été promise pour le début du mois de mars au sujet des décisions prises par la Commission canadienne des relations ouvrières, relativement à la demande de la CSN pour agir comme agent négociateur, au nom des employés du réseau français de Radio-Canada, le ministre peut-il nous dire quand cette déclaration sera faite et quand il nous fera rapport au sujet de cette demande de la CSN pour être reconnue et certifiée par la Commission canadienne des relations ouvrières?

L'hon. Jean Marchand (ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration): Monsieur l'Orateur, je regrette, mais la Commission fédérale des relations ouvrières relève de la compétence du ministre du Travail, et je ne sais pas encore à quel moment il sera prêt à faire une déclaration.

M. Grégoire: Monsieur l'Orateur, je désire poser une question supplémentaire au ministre. Peut-il nous dire s'il se sert de son influence auprès du ministre du Travail pour régler ce problème?

M. l'Orateur: A l'ordre! Cette question est irrecevable et irrégulière.

M. Grégoire: Monsieur l'Orateur, je désire poser ma question supplémentaire d'une autre façon.

M. l'Orateur: A l'ordre! L'honorable député sait qu'une question qui se rapporte au ministère du Travail devrait être posée au ministre concerné et non pas à un autre ministre.

[Traduction]

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LE VIETNAM—M. CHESTER RONNING—LE RÔLE DE LA COMMISSION INTERNATIONALE DE CONTRÔLE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. R. N. Thompson (Red-Deer): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au secrétaire